

LE JECO

de la semaine

15 au 21 Février 2025



SOMMAIRE

Sécurité alimentaire - L'Union européenne réaffirme son soutien au projet SANOI.....	2
Forum de Genève : Madagascar sera à l'honneur.....	2
Révolution numérique - L'OIF s'engage pour la protection des données.....	3
Ravinala Airports - Modernisation des infrastructures aériennes.....	3
Filière vanille : recherche de nouvelles variétés plus résistantes aux maladies et au changement climatique	4
Economie – Madagascar reste une destination attrayante pour les Investissements directs étrangers, selon l'Union Européenne	5
Bailleurs de fonds - Examen du dossier Madagascar le 26 février	5
Young Leaders 2025 - La Grande île à l'honneur.....	6
Banque mondiale-Madagascar : Le processus de financement du développement se poursuit	6
Digitalisation de l'agriculture : Renforcement du partenariat entre COLEAD et Madagascar	7
Exportations : trois produits se démarquent.....	7
Opportunité Digitale - Attirer les investisseurs par le numérique.....	8
Lutte contre l'invasion acridienne : Engagement renforcé de la FAO et l'AFD orienté vers la prévention	9
Financement – La deuxième tranche de l'aide budgétaire de la Banque mondiale toujours en discussion	9
Agroécologie : l'action ProSilience dresse des perspectives durables	9
Développement numérique : Lancement de Choose Digital Madagascar et Excelia pour attirer les investissements	10
Riz hybride : « Une technologie agricole adaptée à nos besoins », témoignent les agriculteurs d'Ambatondrazaka et d'Amparafaravola	10
Développement urbain : Vers une étroite collaboration entre la CUA et le MDAT.....	11
Aires protégées : Opération de destruction des exploitations minières illicites.....	11
Amadou Hott : Pour la modernisation de l'expérience du commerce transfrontalier	12
Conjoncture économique : les exportations en baisse en 2024.....	12
Tropic'Awards 2025 : Hanandratana avo ny sehatry ny fizahantany	13
Engagement mondial – Madagascar invité à ratifier l'Accord sur les subventions à la pêche de l'OMC	13

Sécurité alimentaire - L'Union européenne réaffirme son soutien au projet SANOI

IRINA TSIMIYALY | 15 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'Union européenne a réaffirmé son soutien au programme SANOI. Cette annonce a été faite lors de la dernière journée de l'atelier SANOI, qui s'est tenu hier à l'hôtel Ibis, Ankorondrano.

Stéphanie Druguet, de la délégation de l'Union européenne pour Maurice et les Seychelles, a rappelé l'importance de garantir une alimentation saine et accessible à tous : « La sécurité alimentaire est une priorité pour nous. Nous devons garantir à chacun un accès à une alimentation suffisante, nutritive et de qualité. »



Le programme SANOI, initié avec l'appui de l'Union européenne, vise à promouvoir des pratiques agricoles et nutritionnelles adaptées aux réalités locales. L'atelier a mis en lumière les résultats obtenus, notamment en matière de diversification alimentaire et de sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles. Un point essentiel a été souligné : la nutrition doit être intégrée de manière systématique dans les activités agricoles et non traitée de façon isolée.

L'Union européenne, en partenariat avec la Commission de l'océan Indien, continue d'appuyer la transformation des systèmes alimentaires face aux défis climatiques et

économiques. Cet engagement se traduit par des investissements dans la résilience des filières agricoles, la sécurité sanitaire des aliments et la lutte contre la malnutrition.

Meilleure nutrition

Durant l'atelier, plusieurs initiatives ont été présentées pour améliorer les habitudes alimentaires et sensibiliser les populations. Parmi elles, des projets de formation destinés aux groupes de mères, utilisant des outils pédagogiques comme des bandes dessinées adaptées aux jeunes. Ces supports permettent de transmettre des messages clés sur l'importance d'une alimentation équilibrée et la préparation de repas nutritifs.

Des vidéos de recettes ont également été diffusées, mettant en avant des techniques de transformation des aliments pour maximiser leur valeur nutritionnelle. Ces supports sont destinés à aider les familles à diversifier leur alimentation avec des produits locaux et accessibles.

Le programme SANOI prendra officiellement fin le 9 mars, mais un suivi sera assuré pour mesurer son impact à long terme. Les résultats des actions mises en place seront analysés et partagés entre les partenaires afin de garantir leur pérennisation. L'objectif est de capitaliser les acquis et d'éviter un retour en arrière en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

À travers ces initiatives, l'Union européenne confirme son engagement en faveur d'un développement durable et inclusif, en renforçant la sensibilisation aux bonnes pratiques agricoles et alimentaires et en accompagnant les populations dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Forum de Genève : Madagascar sera à l'honneur

NAVALONA R. | 15 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

« Madagascar, terre d'opportunités ». Tel est le principal thème présenté dans le cadre du Forum économique du secteur privé qui va se dérouler du 02 au 03 mai 2025 à Genève en Suisse. Cette manifestation économique est organisée conjointement par la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar et la Chambre de Commerce et d'Industrie Genève-Antananarivo. Comme son nom l'indique, Madagascar y sera à l'honneur. L'objectif de ce Forum de Genève consiste à établir des partenariats mutuellement avantageux entre les opérateurs économiques malgaches et leurs homologues étrangers. Les secteurs d'activité concernés touchent entre autres, le tourisme, l'artisanat, l'industrie, les mines et l'agri-business.

Identité économique

Selon les organisateurs, plus d'une centaine de participants malgaches et étrangers assisteront à ce forum économique du secteur privé intitulé « Madagascar, terre d'opportunités ». Les membres du secteur privé malgache sont ainsi

sollicités à s'inscrire jusqu'au 28 février 2025, pour pouvoir en tirer profit. Il est à noter que des ventes-expositions des produits faisant l'identité économique de la Grande île seront également organisées à part les rencontres B to B ainsi que les conférences-débats programmées dans le cadre de cet événement d'envergure internationale. Ce forum de Genève sera parrainé par les ministères de l'Industrialisation et du Commerce ainsi que le ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Par ailleurs, le ministère des Affaires étrangères facilitera l'obtention des visas des opérateurs économiques qui souhaitent y participer sans compter l'attrait des investisseurs étrangers, a-t-on appris.

Révolution numérique - L'OIF s'engage pour la protection des données

IRINA TSIMIJALY | 17 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'OIF accompagne Madagascar dans sa transition numérique. Elle soutient les réformes pour renforcer la protection des données personnelles et sécuriser les informations des citoyens.

Madagascar connaît actuellement une transformation numérique importante, avec la mise en place de l'e-gouvernance à l'échelle nationale. Dans ce contexte, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) contribue de manière déterminante à la protection des données personnelles. Son but est de créer des systèmes qui garantissent la sécurité des informations des citoyens. Ces systèmes doivent également respecter leurs droits fondamentaux, même dans un monde numérique qui change rapidement.

L'OIF soutient particulièrement la création de la Commission malgache de l'Informatique et des Libertés (CMIL), qui a été prévue par la loi 2014-038 du 9 janvier 2015. « Cette commission est essentielle pour réguler et protéger les données personnelles », déclare un responsable de l'OIF. « Elle devra également garantir leur conformité avec les normes internationales en matière de sécurité et de respect de la vie privée. »

Dans le cadre de cette mission, l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP) est actuellement à Madagascar. L'AFAPDP travaille directement avec les autorités nationales, les institutions concernées et les acteurs du secteur numérique.

Cadre juridique

« L'objectif est d'identifier les défis existants et de proposer des solutions adaptées aux besoins spécifiques du pays », explique un membre de l'AFAPDP. Ces consultations sont essentielles pour définir une feuille de route en matière de

protection des données personnelles et de gouvernance numérique.



Parallèlement, l'OIF soutient activement les réformes législatives mises en place par le gouvernement malgache. Cela inclut le décret d'application (2023-1541) et la ratification de la Convention de Malabo en 2024. Selon l'OIF, ces mesures renforcent le cadre juridique du pays en matière de protection des données. Elles permettent aussi à Madagascar de se conformer aux normes internationales. Grâce à ces actions, l'OIF contribue à créer un environnement numérique sûr à Madagascar. Cela aide à promouvoir l'innovation tout en renforçant la confiance des citoyens dans les services numériques. Par ailleurs, « la protection des données personnelles est assurée, ce qui garantit le respect des droits individuels dans le contexte numérique », conclut un défenseur des droits de l'Homme.

Ravinala Airports - Modernisation des infrastructures aériennes

IRINA TSIMIJALY | 17 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le secteur aéroportuaire se modernise pour répondre à la hausse continue du trafic aérien. Grâce à des investissements clés, les infrastructures se transforment pour offrir une expérience de voyage améliorée. et renforcer la connectivité internationale.

L'aviation malgache amorce une année décisive avec d'importants investissements pour moderniser ses infrastructures et renforcer sa connectivité internationale. Lors de la cérémonie de présentation de vœux des entités aéroportuaires, le 14 février, les acteurs du secteur ont dressé le bilan de 2024 et exposé les projets essentiels pour 2025.

D'après les statistiques fournies par Ravinala Airports, l'aéroport International d'Antananarivo, principal hub du pays, a enregistré une croissance notable avec neuf cent soixante-quinze mille passagers en 2024, soit une hausse de 14 % par rapport à 2023. En intégrant les chiffres de

Nosy Be, le trafic total atteint 1,23 million de passagers, confirmant une reprise dynamique du secteur aérien.

Face à cette évolution, Ravinala Airports, qui gère l'aéroport d'Antananarivo et de Nosy Be, a engagé des investissements importants pour moderniser les infrastructures et améliorer l'expérience des passagers. Il y a de nouveaux commerces et services pour enrichir l'offre aéroportuaire et répondre aux attentes des voyageurs. Le terminal domestique a été réaménagé pour fluidifier les opérations et optimiser le confort. Des travaux essentiels sont en cours sur le tarmac d'Antananarivo, avec un investissement de plus de 6,5 millions d'euros pour garantir la sécurité et la performance des infrastructures. La gestion

des réclamations passagers est optimisée pour offrir une expérience plus fluide et réactive.

« Nous voulons faire de nos aéroports des vitrines de l'hospitalité malgache et garantir une expérience aux standards internationaux », affirme Daniel Lefebvre, directeur général de Ravinala Airports.

Secteur en expansion

En 2025, l'une des grandes priorités du secteur est d'améliorer la connectivité aérienne de Madagascar. Avec des infrastructures modernisées et l'augmentation des fréquences de vol par plusieurs compagnies, le pays ambitionne de devenir une destination incontournable toute l'année, en réduisant la saisonnalité du tourisme.

« Grâce à ses infrastructures modernes, l'aéroport International d'Antananarivo a toutes les capacités

d'accueillir davantage de passagers », fait remarquer Valéry Ramonjavelo, ministre des Transports et de la Météorologie. « Nous devons travailler ensemble pour améliorer la connectivité aérienne et positionner Madagascar comme une destination touristique attractive en toute saison. »

L'engagement en faveur de l'amélioration des services aéroportuaires est également récompensé sur la scène internationale. Les entités aéroportuaires d'Antananarivo ont été distinguées dans le cadre du programme ASQ (Airport Service Quality), qui évalue la satisfaction des passagers dans plus de trois cent soixante-sept aéroports à travers le monde. Madagascar Ground Handling (MGH), de son côté, a reçu le prix du Best Staff 2024, mettant en avant l'excellence du service client.

Filière vanille : recherche de nouvelles variétés plus résistantes aux maladies et au changement climatique

ARH. | 17 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Les changements climatiques et les menaces biologiques risquent de compromettre la culture de la vanille à Madagascar, premier producteur mondial avec 80 % de l'offre globale. Il est temps pour le pays de développer de nouvelles variétés plus résistantes et résilientes avec le soutien du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad-UMR PVBMT).

Les sécheresses amplifiées par les changements climatiques, mettent les plantations à rude épreuve sans oublier que des maladies comme la fusariose, causée par le champignon *Fusarium oxysporum*, peuvent contaminer toute une culture en attaquant les racines du vanillier. Et cela pourrait avoir un impact négatif sur les rendements.

Face à ces menaces, Félicien Favre, spécialiste en génétique et phytopathologie au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad-UMR PVBMT), se trouve actuellement au pays, pour mener une recherche prometteuse, sur les variétés de vanille dotées d'un gène de résistance à la fusariose.

« Être sur place me permet de mieux comprendre les réalités du terrain et de collaborer efficacement avec les experts malgaches », souligne-t-il.

Vers des solutions durables

Ce programme de recherche soutenu par des partenariats, à l'image du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), le Centre national de la recherche appliquée au

développement rural, (Foffa) et des acteurs privés comme Chanel, vise à répondre aux défis climatiques et sanitaires à travers trois axes principaux.

Le premier consiste à explorer la diversité génétique des souches de *Fusarium* présentes à Madagascar et à évaluer leur impact sur les vanilleries. Le deuxième axe porte sur l'identification de variétés de vanilliers plus résistantes aux conditions climatiques changeantes, dans le cadre du projet « Toarova ».

Enfin, le projet « Geness » cherche à valoriser les ressources génétiques en introduisant et testant de nouvelles variétés de vanilliers, afin de renforcer la résilience de la culture face au changement climatique.

Le but ultime est de « préserver et de développer la filière vanille », tout en soutenant les producteurs locaux avec des solutions scientifiques adaptées aux réalités climatiques et sanitaires.

L'enjeu étant de combiner efforts de vulgarisation scientifique et formation des agriculteurs. Ces initiatives devraient ainsi permettre à Madagascar de conserver son statut de premier pays producteur de vanille au monde et d'assurer la pérennité de cette culture emblématique dans un contexte climatique incertain.

Economie – Madagascar reste une destination attrayante pour les Investissements directs étrangers, selon l’Union Européenne

17 FÉVRIER | 2424.MG

Antananarivo, 16 Février, 20h45 – Un lieu propice aux affaires. “Madagascar reste une destination attrayante pour les investissements directs étrangers, principalement en raison de ses ressources naturelles”. C’est ce qu’avait déclaré le représentant permanent adjoint de l’Union européenne auprès de l’Organisation mondiale du commerce (OMC), Hiddo Houben, dans son allocution lors de l’examen de politique commerciale de Madagascar, mercredi dernier.



L’Union européenne reste alors non seulement le principal partenaire de Madagascar mais surtout une source importante d’investissements pour la Grande île, solève-t-il. Il indique notamment que le stock d’investissements directs étrangers de l’Union européenne à Madagascar s’élevait à 786 millions d’euros, et les flux entrants d’IDE ont encore augmenté dans les années post-pandémie. Le total des échanges de marchandises entre l’UE et Madagascar a également atteint 1,8 milliard d’euros en 2023, rapporte-t-il.

L’Union européenne encourage néanmoins le Gouvernement malgache à maintenir la dynamique de la mise en œuvre des réformes structurelles. “À cet égard, la transparence et la lutte contre la corruption font partie des facteurs cruciaux pour le climat des affaires, tout comme une législation claire et un système judiciaire indépendant et efficace”, soutient Hiddo Houben. Des efforts supplémentaires dans ces domaines, ainsi que l’accès à l’énergie, aux corridors commerciaux et aux normes de qualité, soutiendraient l’expansion du secteur privé, ajoute-t-il.

Ce représentant permanent adjoint de l’Union Européenne auprès de l’OMC souligne en passant la nécessité pour Madagascar de diversifier son industrie et de transformer son économie. Et ce, compte tenu de la dépendance du pays vis-à-vis des exportations agricoles et minières.

Pour ce qui est des relations bilatérales entre les deux parties, il rappelle que l’Union européenne et Madagascar avaient lancé en 2019 les négociations pour l’approfondissement de l’accord de partenariat économique (APE) qui est actuellement mis en œuvre. Quatorze cycles de négociations ont déjà eu lieu, et le 15e cycle est prévu en mars 2025 à Bruxelles. “Le futur accord sera le premier accord de libre-échange moderne complet en Afrique subsaharienne et contribuera au renforcement des relations commerciales avec l’UE et à une intégration régionale accrue. Nous attendons avec intérêt la conclusion des négociations cette année”, avance-t-il.

Bailleurs de fonds - Examen du dossier Madagascar le 26 février

IRINA TSIMIJALY | 18 FÉVRIER | L’EXPRESS DE MADAGASCAR

Le 26 février, le FMI examinera les accords de financement de Madagascar. Cette évaluation est cruciale pour le versement des fonds et la stabilité économique du pays. Le Conseil d’administration du Fonds monétaire international (FMI) se penchera sur le dossier de Madagascar concernant les premières revues des accords de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) le 26 février. Cette revue, attendue depuis novembre 2024, devrait permettre le versement des deuxièmes tranches des deux programmes.

Un retard de trois mois a suscité des inquiétudes parmi les parties prenantes. Les préoccupations portent spécialement sur le financement des projets d’infrastructure et des programmes sociaux, qui sont cruciaux pour le développement du pays. La FEC, approuvée en juin 2024, prévoit une enveloppe de 337 millions de dollars sur une période de trois ans. La FRD, qui vise à renforcer la résilience climatique et la durabilité économique, s’élève à 321 millions de dollars. Pour l’année 2025, Madagascar attend un total de 1 100,4 milliards d’ariary de financements. Cela comprend 72,7 millions de DTS via la FEC et 101,8 millions de DTS via la FRD.

Enjeu

L’issue de l’examen du FMI est déterminante pour la stabilité économique du pays. Comme l’a indiqué un économiste dans une interview, « Le retard dans le décaissement des fonds a contraint le gouvernement à renforcer ses efforts de mobilisation des recettes fiscales. Il devait aussi poursuivre des réformes structurelles. » Parmi les mesures figurent l’ajustement automatique des prix des carburants, ainsi que le développement du secteur agricole et énergétique, qui jouent un rôle fondamental dans l’économie locale.

Ces réformes visent à stabiliser l’économie malgache. Elles comprennent l’amélioration de la collecte des impôts, le soutien aux agriculteurs et le développement des énergies renouvelables. Un accent particulier est mis sur la nécessité d’assurer une gestion efficace des ressources, afin de garantir que les financements soient utilisés de manière optimale. Ces actions sont essentielles pour favoriser une relance économique durable et inclusive.

Malgré ces défis, les prévisions de croissance pour 2025 restent encourageantes. Un taux de 5,3 % est estimé, soutenu par la reprise du secteur minier, le développement

du tourisme et l'augmentation des exportations de minerais. Cependant, une décision favorable du FMI le 26 février est essentielle pour garantir la mise en œuvre des

projets en cours. Cela permettra également d'assurer une relance économique durable et de renforcer la confiance des investisseurs.

Young Leaders 2025 - La Grande île à l'honneur

ITAMARA OTTON | 18 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

« Forger la prochaine génération de décideurs africains et français » : telle est l'ambition du programme Young Leaders 2025, qui sera co-parrainé par le président de la République, Andry Rajoelina et son homologue français Emmanuel Macron. Ce programme vise à « identifier et accompagner des jeunes talents de France et d'Afrique dans leur engagement professionnel et sociétal ». L'appel à candidatures, lancé hier, cherche à rassembler « trente jeunes talents engagés de France et d'Afrique pour un leadership éclairé ». La thématique « Lead with Purpose » (diriger avec sens) s'adresse à des talents âgés de 28 à 40 ans, issus de divers secteurs tels que la diplomatie, l'entrepreneuriat, la culture et le sport.

Selon la French-African Foundation, à l'origine de cette initiative en 2019, « Madagascar incarne l'excellence africaine à travers son dynamisme entrepreneurial, culturel et son savoir-faire unique, le 'Vita Malagasy' ». Madagascar, la plus grande île du continent et carrefour stratégique de l'océan Indien, abrite des talents et des réussites qui résonnent bien au-delà de ses frontières. Avec des liens historiques solides avec la France, le pays attire de nombreux investisseurs et porteurs de projets engagés dans tous les secteurs. « Mettre Madagascar à l'honneur, c'est reconnaître son rôle clé dans les dynamiques économiques et culturelles africaines et internationales », explique avec conviction Nachouat Meghouar, directrice générale de la French-African Foundation.

Cette organisation s'engage à faire émerger une nouvelle génération de leaders éclairés, prêts à avoir un impact positif. Lova Ranoromaro, directrice des affaires internationales de la présidence et porte-parole du chef de l'État

malgache, insiste sur le fait qu'« Accueillir la prochaine génération de décideurs africains et français est une belle occasion de valoriser nos talents locaux et de rappeler que Madagascar n'est pas juste une destination touristique, mais aussi un acteur économique régional en pleine croissance ».

Avec un réseau dynamique de 182 alumni, les éditions précédentes ont bénéficié du soutien de figures de renom, dont les présidents du Ghana, du Sénégal et du Rwanda. Cette année, le chef de l'État malgache prend le flambeau pour continuer cette belle aventure. Le programme se déroulera en deux temps : une première session à Paris, suivie d'une immersion à Madagascar, où les participants travailleront sur des « projets concrets liés à l'entrepreneuriat, l'innovation et la coopération institutionnelle ».



Un jury prestigieux, composé de personnalités influentes des secteurs public et privé, sélectionnera les candidats.

Banque mondiale-Madagascar : Le processus de financement du développement se poursuit

R. EDMOND. | 18 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Les financements de la Banque mondiale pour le développement de Madagascar continuent. Une réunion technique impliquant les départements ministériels concernés par des projets financés par la Banque mondiale s'est tenue hier au ministère de l'Économie et des Finances à Antananarivona. On rappelle que les relations entre la Banque mondiale et Madagascar sont actuellement régies par un cadre de partenariat pays (CPF) pour la période 2023-2027. Approuvé en avril 2023, ce CPF vise à soutenir les efforts du pays en faveur d'une croissance inclusive et résiliente. En juin 2023, le Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale a approuvé un crédit de 100 millions de dollars pour une opération à l'appui des politiques de développement (DPO) à

Madagascar, destinée à soutenir les réformes pour libérer les moteurs d'une croissance inclusive et résiliente. Les réformes relatives à ce crédit visent à améliorer la transparence et la stabilité macro-budgétaire, la concurrence sur les marchés et la gouvernance d'entreprise dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et de l'exploitation minière. La réunion d'hier constitue une nouvelle étape dans la concrétisation du DPO. Notons que le responsable des opérations pour Madagascar, Atou Seck a représenté l'équipe de la Banque mondiale qui a participé à cette réunion de travail.

Digitalisation de l'agriculture : Renforcement du partenariat entre COLEAD et Madagascar

NAVALONA R. | 18 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

La participation de Madagascar au salon BIOFACH ou salon leader mondial de l'alimentation et de l'agriculture biologique qui s'est tenu la semaine dernière à Nuremberg en Allemagne, a été une réussite.

« Cela a permis de donner une nouvelle image de la Grande île sur la scène internationale ». Faly Rasamimanana, le PDG du groupe Faly Export, membre du SYMABIO (Syndicat Malgache de l'Agriculture Biologique), ayant participé à cet événement de grande envergure, en a témoigné. À titre d'illustration, « le COLEAD, anciennement le COLEACP, est convaincu de notre "social business" et de notre démarche en matière de digitalisation de l'agriculture, exposés dans le cadre de ce salon, sans compter notre engagement ferme à respecter le bio tout au long du processus de production jusqu'au conditionnement des produits destinés à l'exportation. La preuve, ce réseau d'entreprises, d'organisations professionnelles et d'experts engagés dans une agriculture inclusive et durable est prêt à renforcer son partenariat avec Madagascar à travers sa collaboration avec notre groupe, le SYMABIO et le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. L'objectif consiste à fournir une assistance technique, des formations professionnelles en ligne ainsi que des services d'appui, tout en assurant le suivi-évaluation en temps réel sur le terrain via la digitalisation de l'agriculture », a-t-il expliqué.

Opérationnalisation de « Holy Appli ». Il est à noter que le COLEAD, ou Comité de Liaison Entrepreneuriat – Agriculture – Développement, a pour mission de faciliter la mise en œuvre des actions visant à accroître la contribution du secteur agricole à la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Il conçoit également des programmes de développement de ce secteur bio dans les pays d'Afrique, Caraïbe et Pacifique (ACP), dont Madagascar. « Cet organisme de l'Union européenne s'engage ainsi à travailler en partenariat avec le groupe Faly Export pour renforcer les capacités des producteurs afin que le pays puisse respecter les exigences et les normes de l'Union européenne. Nous avons déjà mis

en place un système digitalisé avec l'opérationnalisation d'une nouvelle application dénommée "Holy Appli" afin de former les producteurs et d'effectuer un suivi-évaluation en temps réel de toutes les actions menées sur le terrain. L'intervention en temps réel est également possible en cas de détection d'éventuelles anomalies. Le but final étant d'augmenter la valeur des produits bios sur le marché international », a fait savoir cet initiateur du projet.

Approche 3P. Il est à rappeler que le SYMABIO a également reçu un appui de l'Union européenne afin de mettre à la disposition des producteurs engagés dans la filière bio des outils digitaux portables fonctionnant à l'énergie solaire, utilisables dans des zones reculées. Dans la même foulée, le groupe Faly Export assure la fourniture de la connexion Starlink pour une meilleure couverture en milieu rural. « Ce n'est pas tout ! Le COLEAD va vérifier les intrants agricoles bios produits par notre usine pour confirmer qu'il n'y a eu aucune intervention chimique tout au long du processus de production. Un autre groupe, Phael Flor, membre du SYMABIO, se charge de la fabrication des sacs spéciaux pour le conditionnement des produits destinés à l'exportation. L'approche 3P, ou partenariat public-privé, est également de mise afin que nous puissions respecter les exigences et les normes du marché de l'Union européenne. Des pourparlers sont en cours pour se conformer aux normes du marché de l'Océan Indien à travers le respect des mesures SPS (Sanitaires et Phytosanitaires), d'autant plus que Madagascar assure la présidence de la Commission de l'Océan Indien », a poursuivi Faly Rasamimanana, le PDG du groupe Faly Export. Il a ajouté qu'un plan d'action serait mis en œuvre à compter du mois prochain pour réaliser ce partenariat entre le COLEAD et Madagascar dans le cadre d'une approche 3P. En attendant, son groupe distribue gratuitement cinq tonnes d'engrais biologiques et de pesticides naturels au profit des planteurs de litchi dans la région de Foulpointe pour développer la culture du riz et des produits maraîchers.

Exportations : trois produits se démarquent

ARH. | 18 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Les exportations de certains produits malgaches ont connu une dynamique significative en 2024, selon la dernière note de conjoncture économique de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM). Trois produits en particulier, à savoir les huiles essentielles, le graphite et le cacao en fèves, ont enregistré des performances exceptionnelles malgré les pressions sur les prix mondiaux.

Les exportations d'huiles essentielles ont bondi de 124%, soutenues par une augmentation de 169,6% des commandes, bien que le prix moyen ait diminué de 16,9%. Une performance similaire a été observée pour le graphite, dont les recettes d'exportation ont progressé de

26,1%, malgré une baisse de 7,8% du prix moyen. Les exportations de cacao en fèves ont également connu un essor remarquable avec une hausse de 140,2%, grâce à une forte augmentation des prix (+119,1%) et des commandes (+9,6%).

Baisse globale

En revanche, d'autres secteurs ont connu un recul notable. La vanille, par exemple, a vu ses exportations chuter de 15,4%, en raison d'une baisse drastique du prix moyen de 74%. Cela, malgré une hausse du volume exporté de près de 225%. Le nickel et le cobalt ont également enregistré

de lourdes pertes, avec des baisses respectives de 43,9% et 47%, dues à une contraction à la fois des volumes et des prix.

Globalement, les exportations de biens pour l'année 2024 ont diminué de 17,2% par rapport à 2023, principalement à cause de la baisse des recettes provenant de la vanille, du girofle, du nickel et du cobalt, ainsi que des produits des entreprises franches.

Toutefois, la BFM entrevoit un redressement pour 2025, porté par la croissance des exportations de graphite, d'huiles essentielles et de cacao. Et selon toujours cette institution, « La reprise progressive des exportations d'or devrait également contribuer à améliorer la balance commerciale ».

Opportunité Digitale - Attirer les investisseurs par le numérique

IRINA TSIMIJALY | 19 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar mise sur l'innovation numérique pour se positionner parmi les grandes destinations technologiques. En parallèle, le label "Excelia" garantit l'excellence des formations et des services.

Nous devons faire savoir au monde que Madagascar est un acteur fiable et compétent dans le numérique. » Ces mots de la présidente du GOTICOM, Mbolatiana Andriamanantsoa, illustrent l'ambition du pays. Madagascar entend devenir une référence en matière de technologies et d'innovation.



Avec le lancement de « Choose Digital Madagascar », le pays cherche à mettre en avant son potentiel auprès des investisseurs et des entreprises du numérique. L'événement officiel se tient aujourd'hui à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA), à Antaninarenina. Le Groupement des Opérateurs des Technologies de l'Information et de la Communication (GOTICOM) s'associe au Ministère du Numérique, des Postes et des Télécommunications, au Ministère de l'Industrie et du Commerce, ainsi qu'à d'autres partenaires clés.

Longtemps reconnu pour ses services d'externalisation, Madagascar ambitionne désormais de bâtir une véritable industrie technologique. « Nous avons des ingénieurs et des développeurs talentueux, mais notre potentiel reste

méconnu. Avec 'Choose Digital Madagascar', nous voulons montrer que notre pays est un choix stratégique pour les entreprises du numérique, » déclare un entrepreneur du secteur.

Soutenu par le gouvernement et des partenaires internationaux, le projet vise à structurer et promouvoir l'écosystème numérique malgache à l'échelle mondiale. Grâce à une identité forte et à un réseau d'acteurs engagés, Madagascar souhaite séduire les investisseurs à la recherche d'opportunités en Afrique et dans l'océan Indien.

Vision

Un secteur numérique compétitif repose sur des talents qualifiés. C'est pourquoi Madagascar mise sur la formation avec le label Excelia Digital Academy, garant de la qualité des cursus dédiés aux métiers du digital.

Pour de nombreux jeunes, cette initiative représente une véritable opportunité. Rija, 22 ans, étudiant en développement web à l'université ENI de Fianarantsoa, partage son enthousiasme : « J'adore coder. Travailler pour une grande entreprise tech est un rêve. Avec ce label, j'espère que les recruteurs feront davantage confiance aux formations malgaches. Cela pourrait nous ouvrir des portes à l'international, même sans partir. »

En plus de valoriser l'enseignement, le label Excelia vise à garantir la qualité des services numériques malgaches. L'objectif est double : attirer les investisseurs et offrir aux jeunes talents des perspectives d'avenir solides.

Grâce à ces initiatives, Madagascar entend retenir ses compétences et bâtir un secteur numérique compétitif, capable de rayonner à l'international. L'avenir du numérique malgache est en marche. La conviction est forte : le talent est là, il ne reste plus qu'à le faire briller.

Lutte contre l'invasion acridienne : Engagement renforcé de la FAO et l'AFD orienté vers la prévention

ANTSAR. | 19 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Mbuli Charles Boliko, représentant de la FAO, a rencontré Nicolas Le Guen, directeur de l'Agence française de développement (AFD), ainsi que Pascale Scapecchi, économiste régionale Océan Indien de l'AFD, le 15 février dernier. Selon la représentation de la FAO à Madagascar, l'objectif de cette rencontre était de discuter du Programme quadriennal 2024-2028 de lutte contre l'invasion acridienne, un fléau menaçant l'agriculture et

la sécurité alimentaire de la région. Les échanges ont permis de renforcer la collaboration entre les deux institutions pour mettre en place une stratégie préventive face aux invasions de criquets. Ce programme vise à garantir une réponse rapide et efficace pour protéger les cultures agricoles. L'AFD a réaffirmé son soutien à cette initiative cruciale, soulignant l'importance de la résilience du secteur agricole face aux menaces environnementales.

Financement – La deuxième tranche de l'aide budgétaire de la Banque mondiale toujours en discussion

19 FÉVRIER | 2424.MG

Antananarivo, 19 Février, 8h15 – En cours de négociation. Les représentants des ministères sectoriels bénéficiant de l'appui budgétaire de la Banque mondiale ont récemment tenu une réunion de travail avec l'équipe de cette institution financière conduit par Atou Seck. Leur rencontre a surtout porté sur le deuxième décaissement d'appui budgétaire pour une croissance équitable et résiliente dont devrait bénéficier Madagascar, selon le compte rendu fait par le ministère de l'Économie et des finances (MEF).

Le ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Rabarininarison, avait déjà expliqué en janvier que quelques conditionnalités devraient encore être complétées pour l'obtention de ce second appui de la Banque

mondiale. Mais "actuellement, les démarches pour ce décaissement sont en cours", indique le département en charge des Finances.

Les Opérations de politique de développement (DPO) pour une croissance équitable et inclusive ont été convenues entre la Banque mondiale et Madagascar en 2023. Elles devraient fournir trois tranches de 100 millions de dollars chacune, en soutien budgétaire sur la période 2023-2025. Un premier décaissement avait déjà eu lieu au mois de juin 2023. Aucun versement dans le cadre de cet appui n'a cependant été effectué par la Banque mondiale l'année dernière. Et c'est ce second décaissement qui est encore en négociations jusqu'à ce jour.

Agroécologie : l'action ProSilience dresse des perspectives durables

ARH. | 19 FÉVRIER | LES NOUVELLES

La GIZ a réuni plus d'une centaine d'acteurs du secteur agricole malgache lors de l'atelier de capitalisation des résultats de ProSol et de clôture de l'action ProSilience. Financé par l'Union européenne via le programme DeSIRA et mis en œuvre par la GIZ, ProSilience a dressé le bilan des avancées réalisées et esquissé les orientations futures pour la transition agroécologique à Madagascar.

Les participants ont ainsi échangé autour des formations, des recherches et des stratégies nécessaires pour accompagner la transition agroécologique. En effet, ProSilience a enregistré des avancées significatives. Ainsi, des pratiques agroécologiques ont été diffusées dans dix communes de la région Androy, grâce à une analyse approfondie des exploitations familiales et à un accompagnement des acteurs locaux.

Une dynamique appelée à se poursuivre

Le partage des connaissances a également été dynamisé par des plateformes collaboratives telles que Manaboost et TerrEau. Toutefois, les débats ont montré qu'il est plus qu'important de se focaliser sur des investissements initiaux et de mécanismes de financement adaptés pour pérenniser ces avancées.

Si l'action ProSilience s'achève, le projet ProSol se poursuivra jusqu'en avril 2026, avec le soutien du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Parallèlement, le programme Soil Matters viendra renforcer ces initiatives.

Développement numérique : Lancement de Choose Digital Madagascar et Excelia pour attirer les investissements

ANTSIA R. | 20 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar mise sur le numérique pour séduire investisseurs, talents et stimuler sa croissance économique. Hier, les acteurs de ce secteur d'activité ont manifesté l'ambition de s'imposer sur la scène internationale.



Le secteur numérique malgache est en plein essor, avec des ambitions grandioses de positionner Madagascar comme un acteur incontournable sur la scène technologique mondiale. Le lancement de l'initiative « Choose Digital Madagascar » marque une étape importante dans cette dynamique, en visant à attirer les investisseurs et à valoriser les compétences locales. L'événement, qui s'est tenu à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) Analakely, a réuni plusieurs acteurs clés du secteur, dont le ministère du Développement numérique, de la Transformation digitale, des Postes et de la Télécommunication (MNDPT), l'EDBM (Economic Development Board of Madagascar), la CCIA, et le GOTICOM (Groupement des opérateurs des technologies de l'information et de la communication). Ensemble, ils ont présenté les stratégies mises en place pour positionner

Madagascar comme un hub d'excellence dans le domaine des services numériques.

Grandes ambitions

Selon ses promoteurs, le projet Choose Digital Madagascar s'inscrit dans une volonté de structurer et dynamiser l'écosystème numérique du pays. Madagascar a longtemps été reconnu pour ses services d'externalisation, mais désormais, l'objectif est de bâtir une véritable industrie technologique locale. Le pays souhaite démontrer à la fois sa capacité et son ambition de devenir une destination de choix pour les entreprises numériques. Lors de la cérémonie de lancement, la présidente du GOTICOM, Mbolatiana Andriamanantsoa, a souligné que « Madagascar doit se faire connaître comme un acteur fiable et compétent dans le numérique ». En outre, pour atteindre cet objectif, le lancement du label qualité Excelia vise à garantir l'excellence des formations et des services numériques proposés par le pays. Ce label, à l'image d'un produit raffiné, représente l'assurance de formations de haut niveau pour les métiers du digital, renforçant ainsi la compétitivité des talents malgaches. Enfin, la mise en place de Choose Digital Madagascar est également une réponse à une demande croissante de talents locaux dans le secteur numérique. Le pays se distingue par la qualité de ses ingénieurs et développeurs, dont le potentiel a longtemps été sous-estimé. Aujourd'hui, l'objectif est de retenir ces talents et de les accompagner dans la construction d'un secteur numérique d'envergure, apte à rivaliser à l'international. Avec une telle initiative, Madagascar s'affiche comme un acteur clé dans le numérique en Afrique et dans l'océan Indien, attirant à la fois investisseurs et jeunes talents en quête d'opportunités dans un environnement technologique dynamique et prometteur.

Riz hybride : « Une technologie agricole adaptée à nos besoins », témoignent les agriculteurs d'Ambatondrazaka et d'Amparafaravola

NAVALONA R. | 20 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Deux semaines après la distribution des intrants agricoles composés de semences de riz hybride, d'engrais organiques et d'engrais NPK, par l'État à Ambatondrazaka et à Amparafaravola, les premiers résultats sont déjà visibles dans les rizières des paysans.

« La germination des plantes est réussie. On constate un développement optimal des jeunes plants. Ce qui montre l'efficacité de cette technologie agricole de riz hybride qui est bien adaptée à nos besoins contrairement à certaines critiques véhiculées pour remettre en cause sa performance », témoignent les agriculteurs d'Ambatondrazaka et d'Amparafaravola. « Nous allons procéder d'ici quelques jours au repiquage de ces jeunes plants qui poussent bien dans les pépinières. Les pluies sont également suffisantes pour démarrer la campagne culturale de riz », ont-ils ajouté. À titre d'illustration, Jean Claude, un riziculteur

expérimenté dans la région d'Ambatondrazaka confirme que la quantité et la qualité des jeunes plants obtenus lors de la germination des semences de riz hybride sont impressionnantes. « On peut déjà observer que le rendement de productivité sera supérieur à celui des variétés de riz classiques. En effet, ce type de semences permet de maximiser notre production et de mieux répondre aux besoins de nos familles et du marché local », exprime-t-il.

Résultats concluants

Quant à Tahiry Christian un autre riziculteur se trouvant à Ambohijanahary, il confirme également la compatibilité du riz hybride aux conditions climato-pédologiques de la région. « Nous avons observé que cette variété pousse sans difficulté et que son cycle de croissance s'adapte bien au calendrier agricole local. Ce qui est important pour

nous, c'est la stabilité de la production et la garantie d'un bon rendement », explique-t-il. Malgré la performance de cette technologie agricole, elle n'est pourtant pas exempte de controverses. Certains remettent en question son efficacité et son adaptation aux sols malgaches, tandis que d'autres l'accusent d'être un levier politique plutôt qu'une véritable avancée agricole.

Face à ces critiques, les agriculteurs d'Ambatondrazaka et d'Amparafaravola l'ayant pratiqué démontrent bien son efficacité. Par ailleurs, le riz hybride n'est plus une nouveauté à Madagascar étant donné que de nombreuses expérimentations ont été menées dans plusieurs régions

dont Alaotra Mangoro, et ce, depuis plusieurs années. « Les résultats ont été concluants car l'on peut bien atteindre un rendement entre 8 et 10 tonnes à l'hectare. Nous réclamons ainsi la pérennisation de ce programme afin de contribuer à la sécurité alimentaire », selon les adoptants de cette nouvelle technologie agricole. Il est à rappeler que ce programme, piloté par le Secrétariat d'État auprès de la Présidence chargé de la Souveraineté Alimentaire, continue de s'étendre dans d'autres régions dans le but de transformer le secteur agricole et de contribuer à l'autosuffisance alimentaire dans le pays.

Développement urbain : Vers une étroite collaboration entre la CUA et le MDAT

ANTSIA R. | 21 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Le ministre de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire, Naina Andriantsitohaina, a reçu, cette semaine, la maire de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) Harilala Ramanantsoa, lors d'une visite de courtoisie marquée par des échanges constructifs sur les projets de développement de la capitale. Ancien maire d'Antananarivo, le ministre a exprimé son soutien constant aux initiatives locales en faveur d'une meilleure gestion et d'un développement harmonieux du territoire. L'objectif principal de cette rencontre était de faire le point sur les projets structurants en cours et à venir dans la ville d'Antananarivo. Le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire (MDAT) joue un rôle clé dans l'accompagnement de la CUA pour la mise en œuvre de ces projets, visant à améliorer les conditions de vie des habitants et à renforcer l'attractivité de la capitale.

Projets en cours

Les discussions ont notamment porté sur deux programmes majeurs qui bénéficient du soutien financier international : le projet PRODUIR, soutenu par la Banque mondiale, et le projet Lalankely, financé par l'Agence française de développement (AFD). Ces initiatives visent à améliorer durablement les infrastructures et les services urbains à Antananarivo, notamment en matière de transport, d'assainissement, de gestion des déchets, et d'accès aux services de base. Le ministre Andriantsitohaina a réaffirmé l'engagement du MDAT à accompagner les collectivités locales dans leurs efforts de développement, soulignant que ces projets structurants sont essentiels pour la transformation de la capitale et le bien-être de ses citoyens. Il a également insisté sur l'importance de maintenir une coopération étroite entre le gouvernement, les autorités locales et les partenaires internationaux pour réussir la mise en œuvre de ces projets.

Aires protégées : Opération de destruction des exploitations minières illicites

NAVALONA R. | 21 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Des ruées vers l'or ou bien des pierres précieuses. C'est ce qu'on constate dans plusieurs Aires protégées à Madagascar. A titre d'illustration, des milliers de personnes ont envahi l'année dernière les forêts naturelles dans le corridor Ankeniheny Zahamena en vue d'exploiter de manière illicite des ressources aurifères. Ces activités illégales s'étendent dans d'autres Aires protégées et prennent de l'ampleur. Ce qui menace la biodiversité faisant pourtant la renommée de la Grande île à l'échelle internationale. Pour faire face à cet état de fait, une opération de destruction des exploitations minières illicites sera menée dans plusieurs Aires protégées. Le ministère en charge de l'Environnement et du Développement durable travaille ainsi en partenariat avec les éléments des forces de l'ordre, pour ce faire. Cette décision a été prise en Conseil des ministres qui s'est tenu le mercredi 19 février dernier au palais d'Etat d'Iavoloha.

Sanctions exemplaires

Force est de remarquer que les exploitants miniers illicites s'installent à l'intérieur des Aires protégées tout en abattant des arbres. Selon les explications des acteurs œuvrant pour la conservation des richesses naturelles dans le pays, ils s'introduisent dans les forêts pour exploiter de l'or ou des pierres précieuses, sur ordre de leur « patron ». Si l'on veut vraiment lutter contre cette exploitation minière illicite, il faut s'attaquer également aux vrais commanditaires, à part l'arrestation de ces exploitants illicites qui commettent des infractions, selon leurs dires. Des sanctions exemplaires devront également leur être infligées, sinon ils reviendront sur les lieux une fois l'opération terminée.

Amadou Hott : Pour la modernisation de l'expérience du commerce transfrontalier

ANTSA R. | 21 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Amadou Hott, candidat officiel du Sénégal pour le poste de président de la Banque africaine de développement (BAD), plaide pour une modernisation de l'intégration africaine, non seulement à travers des infrastructures physiques robustes, mais aussi en révisant son « logiciel », c'est-à-dire la mise en place de solutions pour moderniser l'expérience du commerce transfrontalier. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui pourrait regrouper 1,4 milliard de personnes et un PIB de 3 400 milliards de dollars, représente une opportunité majeure pour le continent. Toutefois, avec un commerce intra-africain actuel de seulement 15%, loin des 60% en Asie, des progrès restent à faire. Amadou Hott souligne la nécessité de renforcer les infrastructures physiques, mais

aussi de mettre en place des innovations technologiques pour faciliter les échanges commerciaux, notamment en modernisant les démarches administratives. Le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) et l'utilisation de la blockchain pour numériser les chaînes de valeur sont des exemples d'initiatives visant à réduire les coûts et à améliorer la transparence des transactions. En parallèle, l'intégration régionale de l'énergie, les services financiers, le transport et la logistique, ainsi que l'éducation et la santé, doivent aussi faire partie de la transformation. À l'approche du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, le moment est venu pour l'Afrique de passer de la promesse à l'action et de devenir une véritable puissance économique, selon Amadou Hott.

Conjoncture économique : les exportations en baisse en 2024

NAMBININA JAOZARA | 21 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Période délicate pour les produits phares de Madagascar. D'après la dernière note de conjoncture de la Banque centrale, parue ce mois de février, les exportations de biens ont diminué en 2024. Ce repli touche en particulier les produits de rente tels que la vanille, le girofle, le nickel et le cobalt.



Selon la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM), les exportations de biens ont chuté de 17,2% par rapport à 2023. Cette baisse s'explique par la diminution des revenus issus de la vanille, du girofle, du nickel, du cobalt et des produits des entreprises franches. En particulier, les recettes de la vanille ont reculé de 15,4%, principalement en raison de la chute de 74,0% du prix moyen, malgré une hausse de 224,9% des volumes exportés. De même, les exportations de girofle ont diminué de 35,5%, en raison d'une baisse du volume de 31,0% et du prix de 6,5%, note la BFM.

Les exportations de nickel et de cobalt ont fortement reculé, enregistrant respectivement des baisses de 43,9% et 47,0%. Cette tendance s'explique par la diminution à la fois des volumes exportés et des prix moyens. Plus précisément, les expéditions de nickel ont chuté de 24,5%, tandis que son prix moyen a baissé de 25,7%. Pour le cobalt, le volume exporté a diminué de 30,7%,

accompagné d'une contraction du prix de 23,6%. Par ailleurs, les exportations sous le régime de zone franche ont reculé de 5,3%, affectées par une baisse de 7,2% des volumes, malgré une légère hausse des prix de 2,0%.

Cependant, tous les produits de rente ne sont pas affectés par cette baisse significative, précise la BFM. Certains, comme le graphite et le cacao, ont enregistré de bonnes performances en 2024. Les recettes d'exportations de graphite ont également progressé de 26,1%, à la suite de la hausse du volume de 36,8%, tandis que le prix moyen a reculé de 7,8%. Les exportations de cacao en fèves ont bondi de 140,2%, en raison d'un renchérissement de 119,1% de son prix à l'international, ainsi que d'une hausse des commandes de 9,6%. Parmi les produits ayant échappé à cette période difficile figurent également les huiles essentielles. D'après la note de conjoncture de la BFM, les exportations d'huiles essentielles se sont accrues de 124,0%, tirées par une augmentation des commandes de 169,6% et ce, malgré un repli du prix moyen de 16,9%.

A l'inverse des exportations, les importations sont en hausse. Selon la BFM, elles ont progressé de 2,9% sur l'année, principalement en raison de l'augmentation des achats d'énergie (+3,5%), de biens de consommation (+11,5%), de matières premières (+2,4%) et des intrants pour les entreprises franches (+2,6%). Toutefois, certains produits ont enregistré des baisses, comme les biens d'équipement (-5,2%) et les aliments (-1,3%), avec une chute marquante pour le riz (-27,7%).

Tropic'Awards 2025 : Hanandratana avo ny sehatry ny fizahantany

HENINTSOA HANI | 21 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Fanoitra amin'ny fampandrosoana ny toekarena ny fizahantany. Hizara mari-pankasitrahana ireo mpisehatra mendrika, ao anatin'izany ny Tropic'Awards.

Hotanterahina eny amin' ny Canal Olympia Andohatapenaka, ny 1 marsa, ny Tropic'Awards. Hetsika voalohany hanomezana mari-pankasitrahana ireo mpisehatra mendrika indrindra eo amin'ny tontolon'ny fizahantany. « Nosy manana ny lanjany i Madagasikara ka anisan'ny fanoitra amin'ny fampandrosoana ny toekarena ny sehatry ny fizahantany, antony indrindra nanaovana ny fifaninana », hoy ny mpikarakara ny hetsika sady tale jeneralin'ny Agence Tropi'Com, Andriamiantsoa Joceline. Misy sokajy 12 ireo mpisehatra manerana ny Nosy notsongaina tamin'ny fifaninana ka nojerena ireo izay tena mendrika. Hisitraka ny amboara aorian'ny fifidianana atao kosa ireo nisongadina sy naharesy lahatra ny mpitsara sy ny daholobe.

Fifanakalozan-kevitra

Hanamarika ny hetsika ihany koa ireo fifanakalozan-kevitra samihafa iarahana amin'ireo matihanina eo amin'ny sehatry ny fizahantany. Anisan'ireo lohahevitra ho voaboasana amin'izany ny fanararaotra amin'ny fampiasana ny haitao ara-kajy mirindra ho fampiroboroboana ny sehatry ny fizahantany. Hifampizara ireo paikadim-pampandrosoana ny sehatra ihany koa izy ireo hanatsarana izany ka ho fitaovana enti-manatanteraka ny asa sy hisarihana ireo mpizahatany ho tonga eto Madagasikara ny niomerika.

Ankoatra izay, hitondra fanazavana mahakasika ny lokanadin'ny fizahantany sy ny tontolon'ny asa ary ireo fanamby hanatsarana ny lalam-pihariana ireo manana traikefa momba an'izany. Hetsika hisarihana indrindra ireo mpianatra sy ireo liana ao anatin'ny tontolo.

Engagement mondial – Madagascar invité à ratifier l'Accord sur les subventions à la pêche de l'OMC

21 FÉVRIER | 2424.MG

L'accord sur les subventions à la pêche établit des règles contraignantes "visant à freiner les subventions néfastes accordées par les gouvernements au secteur de la pêche". Selon l'OMC, il interdit les subventions à la pêche préjudiciables, facteurs clé de l'épuisement général des stocks de poissons dans le monde. L'accord tient néanmoins compte des besoins des pêcheurs des pays en développement des Pays les moins avancés (PMA).

Bien que cet accord ait déjà été adopté en 2022, le dépôt par chaque membre de l'OMC de son instrument d'acceptation est important. Car pour qu'il soit mis en œuvre, les deux tiers des Membres de l'Organisation doivent le faire. Le Secrétariat de l'OMC peut alors fournir une assistance dans ce sens.

Le ministre de l'Industrialisation et du commerce David Ralambofiringa avait rencontré la Directrice générale de l'OMC Ngozi Okonjo-Iweala à l'issue de l'examen de la politique commerciale de Madagascar. Ngozi Okonjo-Iweala avait alors indiqué que le ministre malgache chargé du commerce avait fait part de son engagement à promouvoir la ratification de l'Accord sur la pêche. "Ce qui est très bien", avait lancé la directrice générale de l'OMC.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

